

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 23/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VAL'ERGIE (ex.NANCY ENERGIE) à Ludres

226 rue Victor Grignard
54710 LUDRES

Références : 2024-0821
Code AIOT : 0006200373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement VAL'ERGIE (ex.NANCY ENERGIE) à Ludres implanté 226 rue Victor Grignard 54710 Ludres. L'inspection a été annoncée le 27/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL'ERGIE (ex.NANCY ENERGIE) à Ludres
- 226 rue Victor Grignard 54710 Ludres
- Code AIOT : 0006200373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VAL'ERGIE, filiale du groupe VEOLIA, exploite sur la commune de Ludres une installation d'incinération de déchets non dangereux (DND) et de déchets de soins à risque infectieux (DASRI). L'unité d'incinération est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 modifié. Cette installation, visée par la directive IED, est en outre assujettie au respect de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1	Sans objet
3	Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.5	Sans objet
4	Mesures en continu du mercure (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, point 7.1.1	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission dans l'eau en conditions normales (MTD 34)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré la prise en compte des Meilleures Techniques Disponibles issues du document de référence européen (BREF WI), retranscrites au travers de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Deux actions d'amélioration sont néanmoins attendues de l'exploitant, s'agissant de l'évaluation périodique du plan de gestion des OTNOC (révision annuelle et prise en compte du retour d'expérience des incidents), et de communiquer les résultats de mesure des dioxines bromées non mesurées jusqu'à présent et dont la première campagne de mesure était prévue à la fin du mois d'avril 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté un plan de gestion des OTNOC, en précisant que ce document a été élaboré à partir d'un travail en commun des industriels européens de ce secteur d'activité, puis traduit et adapté par la profession en France. Ce plan comprend les éléments prévus par l'arrêté ministériel à savoir les risques et les causes d'OTNOC ainsi que leurs conséquences, secteur par secteur ou équipement par équipement de la ligne d'incinération (réception, four, chaudière, traitement des fumées,...).</p> <p>Cette liste de conditions OTNOC est traduite et rassemblée en 10 signaux électroniques/informatiques (exemples : teneur en O₂ < 4 %, station injection bicarbonate à l'arrêt, etc.) permettant de déclencher le compteur OTNOC.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, certains éléments de ce plan de gestion des OTNOC ont fait l'objet d'une vérification :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérification du contrôle des grilles du convoyeur d'alimentation des déchets lors des arrêts techniques : présentation de l'outil informatisé de gestion de la maintenance (GMAO) dans lequel sont tracées les différentes vérifications- maintenance du brûleur : vu le devis du 20/12/2023 (et bon de commande) pour la vérification du four 1 ; l'intervention est programmée en juin à l'occasion de l'arrêt technique annuel- épreuve hydraulique pour la chaudière vapeur : cette épreuve est intégrée dans les plannings d'arrêt technique et tracées dans le cahier de quart (essais eau et pressionnage)- régénération Dénox (traitement pour la réduction des oxydes d'azotes) : justification d'une régénération effectuée tous les 45 jours tel que décrit dans le plan de gestion des OTNOC. <p>A noter qu'un incident survenu en juin 2023 (fuite d'ammoniac) avait pour origine une erreur humaine lors d'une intervention de maintenance par un sous-traitant : les vannes d'injection d'ammoniac gazeux n'étaient pas suffisamment serrées et étaient devenues fuyardes. Ce manquement mérite d'être ajouté dans la liste des causes du plan de gestion des OTNOC (à voir lors de l'évaluation périodique, cf. constat suivant).</p> <p>Enfin, le plafond cumulé d'OTNOC est connu de l'exploitant, qui dispose de compteurs OTNOC dédiés. Au jour de la visite d'inspection, ce compteur est de 6h23 pour la ligne 1, et de 17h29 sur la ligne 2 depuis le 01/01/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none">- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : Le plan de gestion des OTNOC a été élaboré en novembre 2023, avant l'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté ministériel. Ce plan a été mis à jour le 10 avril 2024, pour tenir compte des observations formulées par l'inspection sur un autre site du groupe VEOLIA. Ce plan est adapté aux installations du site de Ludres. L'exploitant déclare ne pas avoir formellement planifié l'évaluation périodique requise par l'arrêté ministériel, mais l'envisage en octobre 2024, après l'arrêt technique de la seconde ligne en septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de formaliser un calendrier pour l'évaluation périodique des OTNOC. Le retour d'expérience des incidents (tels que celui de juin 2023 évoqué au constat précédent) doit être intégré à l'occasion de cette évaluation périodique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois pour la formalisation du calendrier, l'évaluation périodique devant intervenir avant le 31/12/2024

N° 3 : Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
Constats : La vérification de cette prescription est effectuée par sondage : - lors d'un événement OTNOC survenu le 20/03/2024 entre 17h30 et 18h sur la ligne d'incinération n°1, le rapport journalier mentionne bien des valeurs mesurées durant cette période OTNOC - lors d'un événement OTNOC survenu le 12/04/2024 entre 17h et 17h30 sur la ligne d'incinération n°2, le rapport journalier mentionne bien des valeurs mesurées durant cette période OTNOC. S'agissant de la campagne de mesurage à réaliser tous les 3 ans, en phase de démarrage et d'arrêt sans incinération de déchets, l'exploitant a réalisé ces mesures lors de l'arrêt technique de 2023 : - vu le rapport SOCOTEC n°EK2L0_23_818 du 26 juin 2023 suite à des mesures effectuées le 4 juin 2023 (un essai de 2 heures) sur la ligne d'incinération n°1, en phase d'arrêt - vu le rapport SOCOTEC n°EK2L0231387 du 16 octobre 2023 suite à des mesures effectuées le 21 septembre 2023 (un essai de 3 heures et 45 minutes au minimum) sur la ligne d'incinération n°2, en phase de redémarrage
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures en continu du mercure (MTD 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération [...] - Mercure : mesures en continu normes EN génériques et EN 14884 [...]
Constats : L'exploitant déclare avoir démarré cette surveillance en permanence du mercure à partir du mois de décembre 2023, date de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel. Toutefois des campagnes de mesures avaient été réalisées avant cette date afin de s'assurer de la fiabilité de l'appareillage choisi. Un analyseur de mercure est présent pour chaque ligne d'incinération, et l'exploitant dispose d'un analyseur en redondance, pour pallier à toute panne éventuel d'un des deux analyseurs. Les analyseurs (AMS) du mercure disposent bien du certificat QAL 1 correspondant, présenté en salle. S'agissant du suivi en permanence des émissions, la vérification de cette prescription est effectuée par sondage, sur une période entre janvier et avril 2024 ; le rapport journalier édité pour la journée du 19/03/2024 témoigne de cette surveillance en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération [...] - PBDD/PBDF : Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pas de norme - PCB de type dioxines : Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948-4 Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4 [...]
Constats : A ce jour, l'exploitant ne dispose d'aucune mesure des dioxines bromées (PBDD/PBDF) ; l'exploitant explique que ce paramètre a été oublié par le laboratoire, lors de la précédente campagne de décembre 2023. La campagne de mesures pour le 1er semestre 2024 a cependant déjà été programmée au 22 avril 2024, et intégrera ce paramètre. S'agissant des PCB de type dioxines (PCB-dl), l'exploitant déclare assurer cette surveillance mensuelle, qui s'effectue via le même préleveur semi-continu que pour les dioxines. L'inspection a pris connaissance : - du rapport de l'organisme SOCOR'AIR en date du 15 mars 2024, portant sur la surveillance en semi-continu des émissions de dioxines (PCDD/PCDF) et des dioxines de type PCB (PCB-dl), entre le 25 janvier et le 21 février 2024, sur les 2 lignes d'incinération - des rapports de l'organisme SOCOTEC du 07/06/2023 suite au prélèvement effectué le 9 mai 2023, et du 08/01/2024 suite au prélèvement effectué le 5 décembre 2023, attestant de la réalisation de ces mesures, dans le cadre de la surveillance périodique. Ces rapports de contrôle font bien référence à la norme NF EN 1948.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de communiquer les résultats de la campagne de mesures du 22 avril 2024 sous un délai d'un mois, afin d'attester de la bonne réalisation des mesures de la concentration en dioxines bromées dans les rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, point 7.1.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD**Prescription contrôlée :**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm ³)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40	30	moyenne journalière
NOx	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH ₃ (5)	10 (6)	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm ³)	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme

Constats :

L'inspection a consulté les 2 rapports de contrôle semestriels pour statuer sur la conformité des rejet : Vu les rapports de l'organisme SOCOTEC du 07/06/2023 suite au prélèvement effectué les 12 au 15 mai 2023, et du 10/01/2024 suite au prélèvement effectué du 4 au 7 décembre 2023. De ces rapports, il ressort que l'ensemble des valeurs limites d'émission sont respectées, pour tous les paramètres.

Les VLE prises en considération dans les rapports de contrôle du second semestre correspondent bien aux valeurs de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, toutes plus basses que les concentrations fixées par l'arrêté préfectoral.

L'inspection précise que les rapports de mesure évoquent comme référence réglementaire l'arrêté ministériel du 24 février 2021. En réalité, il s'agit de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées, publié au Journal Officiel du 24 février 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites d'émission dans l'eau en conditions normales (MTD 34)**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD**Prescription contrôlée :**

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètre (mg/Nm ³)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40	30	moyenne journalière
NOx	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH ₃ (5)	10 (6)	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm ³)	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme

Constats :

L'exploitant met en œuvre un traitement des fumées par voie sèche, et n'est donc pas concerné par cette prescription.

Un rapport portant sur la surveillance des eaux pluviales en décembre 2023 a néanmoins été présenté, portant sur paramètres MES, DCO et Hydrocarbures ; pour ces paramètres, les valeurs limites de rejet sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite